

Elevages
9, rue du sabot
22440 Ploufragan

Ploufragan, le 11/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARL LE CLOS DU MOULIN

Le clos du Moulin
22640 Plestan

Références : GMSC-2025-12-11-1
Code AIOT : 0052203636

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2025 dans l'établissement SARL LE CLOS DU MOULIN implanté Le clos du Moulin 22640 Plestan. L'inspection a été annoncée le 14/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Plan pluriannuel de contrôle 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL LE CLOS DU MOULIN
- Le clos du Moulin 22640 Plestan
- Code AIOT : 0052203636
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'AIOT est un élevage porcin autorisé pour 2 960 emplacements de porcs de production, et 1 436 AE porcs. L'élevage dispose d'une station de traitement du lisier.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- Eaux souterraines

- Fuite dans le milieu
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites	Proposition de délais ⁽¹⁾
2	Respect des effectifs animaux	Arrêté Préfectoral du 06/01/2016, article 1	Demande d'action corrective	2 mois
13	Défense interne contre l'incendie (extincteurs)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Demande d'action corrective	2 mois
14	Installations électriques et registre des risques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Déclaration annuelle des flux d'azote	Arrêté Préfectoral du 24/05/2024, article 4.2
3	Bordereaux de transfert d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
4	Traçabilité des produits de compostage	Arrêté Préfectoral du 06/01/2016, article 6.4
5	Station de traitement	Arrêté Préfectoral du 06/01/2016, article 3.6.2
6	Notification des changements du plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d
7	Déclaration GEREPE	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
8	Ouvrages de stockage d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II
9	MTD16 Émissions atmosphériques d'NH3, fosse à lisier	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
10	Dispositions relatives au compostage, températures	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 29
11	Dispositions relatives au compostage, surveillance	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 39
12	Défense externe contre l'incendie (DECI)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
15	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
16	Forages	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article Annexe II – 3.3.4

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les effectifs reproducteurs sont supérieurs à la situation autorisée (+6 %). Les vérifications annuelles des extincteurs et des installations électriques sont en retard.

Il y a également une surproduction en PS et PC, ainsi qu'une modification du plan d'épandage et des volumes traités dans la station par rapport à la situation autorisée, mais un dossier est en cours d'instruction sur ces points.

Exploitation bien entretenue.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration annuelle des flux d'azote

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/2024, article 4.2
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse
Prescription contrôlée : PAR 7 Art 4.2 : Toute personne physique ou morale épandant des fertilisants azotés sur une parcelle agricole située en région Bretagne ou dont l'activité génère un fertilisant azoté destiné à l'épandage sur une parcelle agricole, que cette parcelle soit située ou non dans la région, a l'obligation d'effectuer chaque année une déclaration, sincère et véritable des quantités d'azote de toutes origines épandues ou cédées. En application de l'article L.211-3, point III du code de l'environnement, cette obligation est étendue aux vendeurs d'azote minéral et aux opérateurs effectuant la transformation d'effluents d'élevage et/ou le commerce de fertilisants organiques produits à partir d'effluents d'élevage. La déclaration couvre la période allant du 1er septembre de l'année précédant l'année en cours au 31 août de l'année en cours et s'applique à l'ensemble des personnes mentionnées dans cet article.
Constats : Les DFA 2022-2023 et 2023-2024 ont été correctement remplis.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2016, article 1
Thème(s) : Élevage, Dispositions générales
Prescription contrôlée : EFFECTIFS AUTORISÉS : Effectif moyen annuel reproducteurs : 320 Production annuelle porcs charcutiers (PC) : 10 000 Production annuelle porcelets post-sevrage (PS) : 10 240
Constats : EFFECTIFS PRÉSENTS / PRODUITS : 2022-2023 : Effectif moyen reproducteurs : 344 Production porcs charcutiers (PC) : 10 828 Production porcelets post-sevrage (PS) : 10 515 2023-2024 : Effectif moyen reproducteurs : 340 Production porcs charcutiers (PC) : 10 403 Production porcelets post-sevrage (PS) : 11 000 2024-2025 : Effectif moyen reproducteurs : 332 Production porcs charcutiers (PC) : 10 511 Production porcelets post-sevrage (PS) : 10 567 Les reproducteurs sont en sureffectif. Les productions en PS et PC sont également supérieures à la situation autorisée. Cependant l'exploitant a déposé un dossier le 19/07/24 afin de mettre à jour son plan d'épandage et la productivité de son élevage, avec une augmentation de la production de porcelets et de porcs charcutiers, sans modification des emplacements. La production demandée est de 11 000 PS / an et 10 800 PC / an. Le dossier est en cours d'instruction.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Respecter les effectifs moyens annuels autorisés concernant les reproducteurs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Bordereaux de transfert d'effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse
Prescription contrôlée : Lorsque les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage. Il comporte l'identification des surfaces réceptrices, les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus et les quantités d'azote correspondantes.
Constats : Les quantités d'azote indiquées sur les bordereaux et les DFA correspondent. Les bordereaux sont bien cosignés, exceptés ceux entre la SARL LE CLOS DU MOULIN et l'EARL HAUT QUINEUC, qui sont représentés par la même personne physique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Traçabilité des produits de compostage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2016, article 6.4
--

Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse
Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à jour un registre de la destination des engrais et supports de cultures produits comportant au minimum pour chaque enlèvement les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • date d'enlèvement du site ; • nom, adresse et coordonnées du destinataire final ; • nature ; • nom du transporteur ; • quantité en tonnes et en m³. A la fin de chaque année civile, l'exploitant transmet au service des installations classées un bilan annuel, comportant : <ul style="list-style-type: none"> • les informations définies ci-dessus ; • les originaux des bons d'enlèvement ; • un état des stocks au 31 décembre.
Constats : Les bons d'enlèvement sont bien établis à chaque enlèvement par les prestataires qui enlèvent les effluents compostés. Les bons de l'année 2023-2024 ont été contrôlés ; les bons correspondent au récapitulatif annuel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Station de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2016, article 3.6.2
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse
Prescription contrôlée : FLUX STATION DE TRAITEMENT Entrant dans le réacteur biologique : Lisier centrifugé : flux annuel maximal : 6 129 m ³ Coproduits à épandre : Lisier centrifugé non traité par le réacteur : flux annuel : 1 122 m ³
Constats : Bilans station 2022-2023 : Lisier centrifugé entrant dans le réacteur biologique : 3 869 m ³ Lisier centrifugé non traité épandu : 3 568 m ³ 2023-2024 : Lisier centrifugé entrant dans le réacteur biologique : 3 395 m ³ Lisier centrifugé non traité épandu : 2 807 m ³ 2024-2025 : Lisier centrifugé entrant dans le réacteur biologique : 3 748 m ³ Lisier centrifugé non traité épandu : 5 135 m ³ L'exploitant ne traite pas suffisamment de lisier centrifugé dans la station biologique, et épand plus de lisier centrifugé qu'autorisé. Cependant, dans le dossier de mise à jour de plan d'épandage déposé le 19/07/24, l'exploitant demande à diminuer de moitié le volume de lisier centrifugé traité, avec davantage d'épandage (instruction en cours).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Notification des changements du plan d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse
Prescription contrôlée : Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable

<p>notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet.</p> <p>La notification contient pour la ou les surfaces concernées les références cadastrales ou le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage.</p> <p>Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour.</p> <p>Lorsque les surfaces ont déjà fait l'objet d'un plan d'épandage d'une installation classée autorisée ou enregistrée, et si les conditions sont similaires notamment au regard de la nature des effluents entre le nouveau plan d'épandage et l'ancien, la transmission de l'aptitude des terres à l'épandage peut être remplacée par les références de l'acte réglementaire précisant le plan d'épandage antérieur dont elles sont issues.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan d'épandage par rapport à la situation autorisée a changé, l'exploitant ne disposant plus de terres sous l'entité juridique de la SARL LE CLOS DU MOULIN. Cependant, un dossier de mise à jour de plan d'épandage a été déposé (instruction en cours).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Déclaration GEREP

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Emission d'ammoniac</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier.</p>
<p>Constats :</p> <p>La déclaration GEREP a été correctement effectuée pour 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Ouvrages de stockage d'effluents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle/DN</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les fosses sont correctement clôturées et signalées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : MTD16 Émissions atmosphériques d'NH3, fosse à lisier

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42</p>
<p>Thème(s) : Élevage, MTD 16</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Couvrir la fosse à lisier. À cet effet, il est possible d'utiliser une des techniques suivantes: 1. couverture rigide; 2. couvertures souples; 3. couvertures flottantes, telles que: - balles en plastique; - matériaux légers en vrac; - couvertures souples flottantes; - plaques géométriques en plastique; - couvertures gonflables; - croûte naturelle; - paille.</p>

Constats : Deux des fosses sont couvertes. L'exploitant a indiqué prévoir d'en couvrir une troisième.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Dispositions relatives au compostage, températures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 29
Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle
Prescription contrôlée : Les composts sont élaborés, préalablement à leur épandage, dans les conditions suivantes : - les andains font l'objet d'au minimum deux retournements ou d'une aération forcée ; - la température des andains est supérieure à 55 °C pendant quinze jours ou à 50 °C pendant six semaines. Lorsque les quantités des matières traitées dépassent les seuils de la rubrique 2780 prise en application du livre V du code de l'environnement, les installations correspondantes sont déclarées, enregistrées ou autorisées à ce titre.
Constats : L'air de compostage comprend 3 aires distinctes, permettant d'effectuer les deux retournements. D'après le registre, la température des andains atteint 55 °C durant environ 15 jours.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Dispositions relatives au compostage, surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 39
Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle
Prescription contrôlée : L'élévation de la température des andains est surveillée par des prises de température hebdomadaires, en plusieurs endroits en prenant la précaution de mesurer le milieu de l'andain. Les résultats des prises de températures sont consignés sur un cahier d'enregistrement où sont indiqués, pour chaque site de compostage, la nature des produits compostés, les dates de début et de fin de compostage ainsi que celles de retournement des andains et l'aspect macroscopique du produit final (couleur, odeur, texture).
Constats : L'exploitant prend la température des andains plusieurs fois par semaine et consigne les résultats sur un registre de suivi de compostage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Défense externe contre l'incendie (DECI)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m ³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.[...] Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.
Constats : La lagune a été validée par le SDIS comme DECI. Cependant, conseillé par le SDIS, l'exploitant a pour projet de faire construire une citerne incendie galvanisée de 240 m ³ à l'entrée du site. L'exploitant a présenté le récépissé de la demande de permis de construire.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 13 : Défense interne contre l'incendie (extincteurs)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. [...] Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur. [...]
Constats : Des extincteurs adaptés aux risques sont présents à différentes localisations de l'élevage. Cependant, leur dernière vérification date de janvier 2024. L'exploitant a indiqué avoir un contrat de vérification annuelle avec un prestataire, mais que celui-ci est « très en retard ».
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Faire vérifier les extincteurs. Veiller à leur vérification annuelle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 14 : Installations électriques et registre des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques [...] sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires. Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité (FDS) telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques [...] et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.
Constats : L'exploitant emploie des salariés. La dernière vérification des installations électriques date du 11/07/2024. L'exploitant a présenté un courriel montrant un rendez-vous pris pour la prochaine vérification, qui aura lieu le 15/01/2026. Le plan des zones à risque et les FDS étaient présents dans le registre des risques.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Faire vérifier les installations électriques. Veiller à les faire vérifier annuellement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 15 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
Thème(s) : Élevage, Dispositions générales
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.

Constats : Le compteur d'eau commun aux 2 forages est relevé mensuellement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Forages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article Annexe II – 3.3.4
Thème(s) : Élevage, Protection tête de forage
<p>Prescription contrôlée : 3.3.4 - La protection de la tête Quelle que soit la destination de l'ouvrage, la protection de la tête du forage assure la continuité avec le milieu extérieur de l'étanchéité garantie par la cimentation annulaire et doit empêcher les infiltrations. Les eaux de ruissellement sont évacuées vers l'extérieur de l'ouvrage par des caniveaux. La protection de la tête du forage comprend une « dalle de propreté », en béton de 3 m² minimum, centrée sur l'ouvrage, et de 0,30 m de hauteur au-dessus du terrain naturel en pente vers l'extérieur du forage. La tête de forage est fermée par un regard muni d'un couvercle amovible fermé à clé, scellé sur la margelle et s'élevant au moins à 0,50 m au-dessus du terrain naturel. L'ensemble limite le risque de destruction du tubage par choc accidentel et empêche les accumulations d'eau stagnante à proximité immédiate de l'ouvrage.</p>
Constats : Les deux têtes de forage sont correctement protégées.
Type de suites proposées : Sans suite